La délibération du CSE dans le cadre d’un risque grave comporte 4 éléments :

1- La motivation de l’expertise.

2- Le choix de l’expert.

3- Le cahier des charges de la mission d’expertise.

4- La désignation d’un membre élu du CSE pour faire appliquer la délibération.

Ces éléments peuvent être rédigés conformément au modèle suivant **[à compléter et à adapter]**.

La délibération doit être votée en séance. Le président du CSE ne prend pas part au vote. La décision est prise si la délibération est votée à la majorité des présents.

**Délibération du CSE de** [Nom de l’entreprise]

Le CSE de [Nom de l’entreprise] a constaté :

[Décrire quelques éléments connus sur la situation des hommes et des femmes dans l’entreprise ou l’établissement : répartition des salariés par sexe (et éventuellement par métier), agissements sexistes recensés, inégalités constatées…]

[Indiquer l’absence d’indicateur sur l’égalité professionnelle dans la base de données économiques et sociales, notamment sur les écarts de rémunération. Le cas échéant, indiquer l’absence de base de données économiques et sociales. Ce point est très important puisque c’est ce qui justifie la prise en charge de l’expertise par l’employeur.]

En conséquence, le CSE de [Nom de l’entreprise] désigne le cabinet CEDAET (23, rue Yves Toudic 75010 Paris), expert agréé par le Ministère du Travail, pour mener une expertise conformément aux dispositions de l’article L2315-94 du Code du Travail.

La mission d’expertise a pour objectif d’aider le CSE à contribuer à la promotion de l’égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. En conséquence, l’expertise répondra aux questions suivantes :

* [Lister les questions auxquelles le CSE demande à l’expert de répondre…]

La mission d’expertise concerne [préciser le périmètre de la mission qui est le périmètre où le risque grave existe.]

Une restitution des analyses et propositions de mesures de prévention sera dans un premier temps présentée au CSE et dans un second temps aux salariés concernés.

Nous donnons mandat à M. [Prénom Nom], [Secrétaire du CSE, de la CSSCT ou autre membre élu du CSE] pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l’exécution de cette décision, notamment de prendre contact avec l’expert désigné et éventuellement d’engager, pour défendre les intérêts du CSE, toutes les procédures administratives ou judiciaires requises.

Date : ………

Votants : ………

Pour : ………

Contre : ………

Abstention : ………